

Entretien



OBSERVATOIRE
DU RISQUE
POLITIQUE
ET SOCIAL EN ASIE



Birmanie : la résistance civile face à la realpolitik internationale

Avec Nan Su Mon Aung, représentante en France du ministère des Affaires étrangères du Gouvernement d'Unité Nationale (NUG) birman.

Propos recueillis par Olivier Guillard, chercheur associé à l'Institut d'études de géopolitique appliquée.



Fondé en 2015, l'Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega) est un *think tank* reconnu en France pour son expertise dans l'analyse des relations internationales, des enjeux géopolitiques et des dynamiques diplomatiques contemporaines. Organisme d'intérêt général, l'Iega se consacre à la production d'analyses rigoureuses, à l'information du public, ainsi qu'à la formation et au conseil auprès d'acteurs publics et privés, incluant les milieux économiques, institutionnels et diplomatiques. Animé par une exigence d'indépendance intellectuelle et de rigueur analytique, l'Iega poursuit l'ambition de fédérer la société civile, les décideurs institutionnels et la communauté scientifique autour des grands enjeux géopolitiques.

L'observatoire du risque politique et social en Asie, créé par l'Iega, apporte un éclairage renouvelé sur la géopolitique de l'Asie. En adoptant le prisme du risque, pluridisciplinaire et polysémique par essence, l'observatoire revendique une approche transversale et une dimension prospectiviste. À travers cet observatoire, l'Iega intègre des acteurs stratégiques à son cadre réflexif (entreprises, groupes sociaux, organisations non gouvernementales) et apporte des éléments de réponse pouvant être exploités avec davantage de facilité. L'observatoire constitue un lieu d'études privilégié pour étudier l'interaction des dynamiques internes aux États (problématiques sociales, impact des évolutions économiques et sociétales sur le domaine politique, dynamiques géographiques et spatiales) avec leur environnement régional (tensions frontalières, multilatéralisme, partenariats stratégiques, accords diplomatiques, prise en compte des conséquences du dérèglement climatique).

L'observatoire est dirigé par Olivier Guillard, chercheur associé à l'Iega.

En ce crépuscule de l'année 2025, la Birmanie demeure ravagée par une guerre civile qui s'étend désormais à l'ensemble du territoire. Tandis que les combats s'intensifient contre les forces de la résistance pro-démocratie, la junte militaire redouble de violence (notamment par des bombardements meurtriers) tout en s'efforçant d'organiser un scrutin législatif pour le moins improbable, déjà largement décrié tant à l'intérieur du pays que par la communauté internationale.

Ce processus électoral, prévu pour s'échelonner à partir du mois de décembre, se déroulera en l'absence des principaux partis pro-démocratie, au premier rang desquels la Ligue nationale pour la démocratie (LND) d'Aung San Suu Kyi, aujourd'hui âgée de quatre-vingts ans, emprisonnée et maintenue au secret depuis les premières heures du coup d'État militaire de février 2021.

Alors que l'intérêt et l'implication du concert des nations dans la résolution de ce conflit du Sud-Est asiatique demeurent très en deçà des attentes du peuple birman, il nous a semblé opportun de dresser un état des lieux à travers cet entretien avec Nan Su Mon Aung, représentante en France du ministère des Affaires étrangères du Gouvernement d'unité nationale (NUG) du Myanmar.

Jusqu'à présent, quel regard le NUG porte-t-il sur les interventions prononcées à l'Assemblée générale annuelle des Nations unies lorsqu'elles ont évoqué la situation en Birmanie ?

Les Nations unies demeurent une tribune essentielle pour faire entendre la voix du peuple birman, notamment grâce à notre ambassadeur, U Kyaw Moe Tun, qui continue courageusement de représenter le Myanmar légitime au sein de l'Organisation. Le NUG salue les prises de parole ayant souligné la gravité de la crise au Myanmar et réaffirmé la nécessité d'un retour à la démocratie. Toutefois, le peuple birman attend désormais des actions concrètes, à la hauteur des discours. Les condamnations verbales ne suffisent plus face à une junte qui persiste à commettre des crimes de guerre et à terroriser la population. Nous sommes néanmoins conscients des limites structurelles de l'ONU, notamment des divisions paralysant le Conseil de sécurité, ainsi que de l'émergence de nouvelles plateformes régionales et multilatérales qui reconfigurent progressivement les équilibres diplomatiques mondiaux.

En plus de ses opérations militaires reposant presque systématiquement sur un appui aérien (dont les bombardements provoquent trop souvent la mort de civils), la junte s'efforce d'organiser le scrutin de décembre prochain, dénoncé à l'avance par les partisans birmans de la démocratie et par la communauté internationale. Quelle est votre réaction ?

Il est évident qu'aucune élection libre et démocratique ne peut se tenir dans un pays en guerre. Ce scrutin, entièrement contrôlé par la junte, n'a qu'un objectif : conférer une apparence de légitimité à une dictature militaire qui continue de massacrer ses propres citoyens. Il s'agit d'une manipulation cynique, menée sous la menace des armes, dans un pays où plus de la moitié du territoire échappe à son contrôle, où des millions de personnes ont été déplacées et où l'opposition démocratique n'a eu d'autre choix que la prison ou la lutte armée.

Le NUG et ses alliés révolutionnaires ethniques (KIA, AA, KNU, KNPP) appellent la communauté internationale à rejeter sans ambiguïté cette mascarade électorale. Seul un véritable processus politique, fondé sur la Charte de la démocratie fédérale et incluant toutes les composantes



ethniques du pays, permettra de restaurer la paix, la justice et la souveraineté populaire au Myanmar.

On a récemment vu le chef de la junte se rendre à Moscou et à Pékin. Dans quelle mesure le soutien de ces deux capitales permet-il au régime militaire de demeurer « aux affaires » ?

La junte birmane et la Russie entretiennent une relation d'interdépendance : deux régimes affaiblis, enlisés dans des guerres d'agression qu'ils ne peuvent remporter, et qui continuent de bombarder les populations civiles dans une vaine tentative d'imposer la terreur. Quant à la Chine, après une longue période d'hésitation, elle a offert à la junte une véritable bouée de sauvetage, au moment où son effondrement paraissait imminent après l'opération 1027.

Pékin justifie son soutien au nom de la stabilité régionale, mais cet appui à un régime illégitime et corrompu va à l'encontre de ses propres intérêts. Ce double soutien, russe et chinois, ne fait que prolonger inutilement le conflit et les souffrances du peuple birman, sans pour autant inverser le cours de l'histoire : l'armée n'a jamais été aussi affaiblie depuis soixante-dix ans, et les gains tirés de ses récentes offensives demeurent insignifiants.

Le NUG reconnaît aussi sa propre part de responsabilité et reste pleinement engagé dans un processus de réforme : nous devons convaincre que seule une union fédérale démocratique, inclusive de toutes les composantes ethniques, pourra garantir une stabilité durable et une paix véritable au Myanmar.



Selon vous, la « course aux terres rares », et le fait que la Birmanie en possède d'importantes réserves, constitue-t-elle un atout pour le développement économique national ou, au contraire, une source de difficultés dans l'état actuel de leur exploitation et de leur commercialisation ?

Les terres rares représentent aujourd'hui à la fois un atout stratégique majeur et une source de vulnérabilité pour le Myanmar. Leur exploitation demeure marquée par le conflit, l'absence d'un cadre légal et la mainmise de la junte ainsi que de compagnies étrangères, principalement chinoises, qui profitent du chaos pour extraire illégalement ces ressources, au détriment des populations locales et de l'environnement.

Cependant, dans certaines régions, notamment dans l'État kachin au nord, l'Armée pour l'indépendance kachin (KIA), alliée du NUG, a repris le contrôle de plusieurs zones minières après en avoir chassé les forces de la junte. Cette évolution démontre qu'une gestion locale plus responsable et plus transparente est possible lorsque le pouvoir militaire recule.

Ces richesses naturelles devront, à terme, être placées sous l'autorité d'un gouvernement civil légitime, dans le cadre d'un futur État fédéral démocratique. Tant que la junte militarise l'économie et que des acteurs extérieurs exploitent le chaos pour s'accaparer les ressources birmanes, ces terres rares resteront davantage une malédiction qu'une richesse.

Au cœur de cette guerre civile qui s'éternise et éreinte la population, la question des Rohingyas a-t-elle perdu de son importance ?

Non, absolument pas. Bien au contraire, elle demeure au cœur de la crise actuelle et de toute solution politique durable. Ce que l'on observe aujourd'hui, c'est une instrumentalisation cynique des Rohingyas par la junte militaire : après les avoir persécutés et contraints à l'exil, elle tente désormais de les utiliser comme levier militaire et politique, en les recrutant de force ou en leur promettant de faux droits de citoyenneté pour défendre ses positions dans l'État Rakhine face aux groupes ethniques armés.

Ces manœuvres visent uniquement à diviser les communautés et à détourner l'attention de ses propres crimes.

Le NUG, pour sa part, adopte une position claire : il reconnaît les Rohingyas comme citoyens à part entière du Myanmar et s'engage à garantir leurs droits fondamentaux au sein du futur État fédéral démocratique. Nous savons que la justice pour les Rohingyas est indissociable de la justice pour l'ensemble du peuple birman. C'est pourquoi le NUG collabore avec des acteurs internationaux afin que les responsables des violences passées et présentes soient traduits en justice, notamment devant la CPI et la CIJ.

Emprisonnée depuis février 2021, jamais revue en public depuis lors, Aung San Suu Kyi (dont la santé serait aujourd'hui fragile) a « fêté » dans la solitude de sa geôle, en juillet dernier, son 80^e anniversaire. Comment interprétez-vous le silence de la communauté internationale, son détachement coupable et la très faible mobilisation des démocraties occidentales ?

L'emprisonnement prolongé de Daw Aung San Suu Kyi illustre à lui seul la cruauté et l'arbitraire du régime militaire. Âgée de 80 ans, détenue à l'isolement depuis plus de quatre ans, privée de soins médicaux adéquats et de tout contact avec sa famille, elle incarne le sort de milliers de prisonniers politiques qui souffrent dans les geôles de la junte pour avoir défendu la liberté et la démocratie. Force est de constater que les appels des démocraties occidentales, bien que louables, demeurent ignorés par la junte, insensible tant aux condamnations qu'aux sanctions.



Aujourd'hui, la Chine détient le principal levier d'influence susceptible de favoriser sa libération ; une initiative qui constituerait un signal fort en faveur de la stabilité régionale et de la paix.

Le NUG appelle donc les acteurs internationaux à rompre avec toute forme de complaisance et à faire entendre une voix claire en faveur de la démocratie et de la dignité humaine au Myanmar.

Quatre ans et demi après le coup d'État militaire, dans quel état d'esprit se trouve la population ? Sa détermination et sa résilience sont-elles entamées ?

Quatre ans et demi après le coup d'État, la population birmane subit un effondrement généralisé : guerre, pauvreté, déplacements massifs et crise alimentaire. Les régions rurales et les zones de conflit sont dévastées par les bombardements, la destruction des infrastructures et les restrictions imposées par la junte.

Dans les territoires sous contrôle militaire, règnent la peur, la répression et la pénurie : arrestations arbitraires, conscription forcée, flambée des prix.

Près de seize millions de personnes (soit un tiers de la population) souffrent aujourd'hui de la faim ou de malnutrition sévère. L'économie est en ruine, l'inflation et le chômage atteignent des niveaux historiques. À l'exception d'une minorité privilégiée liée à la junte, la survie du pays dépend désormais des transferts de la diaspora, estimés à plus de trois milliards de dollars par an, qui permettent à des millions de familles de subvenir à leurs besoins essentiels.

Malgré la souffrance et la fatigue, la volonté de tourner la page de la dictature demeure intacte. Partout dans le pays, des structures civiles et humanitaires s'efforcent de jeter les bases d'un futur État fédéral et démocratique.